

50 ANS DE  
CONTESTATIONS

LE SOIR

ULB

## Violences et politique

1968, la guerre au Vietnam s'enlise tandis que des manifestations pacifistes se multiplient aux États-Unis, puis en Europe. Une culture contestataire, notamment musicale, est venue soutenir le pacifisme et ce, dès 1960 jusqu'à aujourd'hui. La guerre du Vietnam a fait naître des accords internationaux et a transformé des discours militaires, en tenant les médias plus à distance, sans toutefois régler les questions politiques. En 1968 aussi, en France, en Italie ou en Allemagne, la rue conteste le pouvoir établi, le système électoral, les appareils politiques. La violence n'est pas absente de l'action politique et la répression étatique est souvent très violente. En 2018, conflits armés et violences politiques ne sont pas effacés de la carte du monde mais ils sont plus globalisés. La contestation du pouvoir en place ou des appareils politiques, les revendications de liberté ou de pacifisme de 1968 continuent à influencer, aujourd'hui, les discours et attitudes politiques. Certains estiment ne pas être assez entendus, parfois jusqu'à basculer dans la violence verbale, voire physique.

ANDREA REA (ULB)

## 1968-2018, 50 ans de contestations

Après le supplément inaugural paru à la mi-janvier et le dossier de ce 10 février, *Le Soir* et l'ULB préparent 3 dossiers thématiques :  
**Samedi 10 mars** : École, usine, hôpital  
**Samedi 14 avril** : Minorités  
**Samedi 28 avril** : Contester !  
 Le dossier est enrichi de capsules vidéo, à voir sur YouTube, ULBtv, playlist « 1968-2018. 50 ans de contestations ».

LE SOIR



Plongez dans les archives du *Soir* grâce au **long format historique sur l'offensive du Têt**. Découvrez dans notre dossier « 1968-2018, 50 ans de contestations », un entretien de Pierre-Guillaume Méon sur le vote populiste, la version longue du reportage d'Elogie Blogie ainsi que les musiques évoquées par Olivier Corten et Didier Zacharie dans leurs analyses.

## L'après-68 : de la con

**Contrairement** aux mouvements de 68 relativement pacifistes, les années 70 furent meurtrières en France, en Italie ou en Allemagne. Explications de ce basculement et de ses répercussions.

E

En 1968, en France, en Italie, en Allemagne, la rue conteste le pouvoir établi et ce qui apparaît comme l'immobilisme politique, social et culturel. De Gaulle est au pouvoir depuis dix ans et la démocratie chrétienne italienne depuis la libération. De nouvelles questions politiques émergent : l'écologie, l'égalité de droits hommes-femmes, le tiers-mondisme...

Un vent de « gauche libertaire » souffle, diront certains experts. « *Les idées défendues en 1968 étaient de gauche. Et l'extrême gauche gonfle. Une gauche étudiante maoïste naît alors que la gauche radicale trotskyste se développe. Toutefois, cette extrême gauche reste minoritaire dans le mouvement. Par ailleurs, l'extrême droite est, elle aussi, très présente* », observe Pascal Delwit, professeur et chercheur au sein du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol), à l'ULB.

Si les affrontements sont parfois violents, les actions du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier s'inscrivent néanmoins dans un cadre démocratique et restent relativement pacifiques chez nous et chez nos voisins. Manifestations souvent dures, répression des forces de l'ordre en réponse, la tension augmente entre les deux « camps » ; la fatigue gagne les corps et les esprits ; l'affrontement devient obsédant. « *Qu'il s'agisse du mai 68 français ou du printemps des étudiants italiens en 69, les temporalités - 40 ou 60 jours - peuvent être perçues comme courtes mais sont vécues comme longues. Au bout d'un certain temps, on perçoit un essoufflement qui entraîne un processus de normalisation : le pouvoir passe de la répression à la négociation, les manifestations quittent la revendication pour la même négociation. Mais une infime minorité refuse que le mouvement s'arrête et veut exacerber la situation ; elle croit qu'il n'y a pas de salut hors de la lutte armée...* », souligne Pascal Delwit.

## Lutte armée

Conséquence, dès les années 70, une très petite minorité d'acteurs soixante-huitards et post-soixante-huitards passe à la clandestinité et à la lutte armée. Des organisations prônant la violence politique apparaissent : en Allemagne, la Rote Armee Fraktion (RAF) ; en France, Action directe ; en Irlande du Nord, l'Irish Republican Army (IRA) ; en Italie, les Brigate Rosse et Prima Linea. Si nombre d'actions visent des institutions à portée symbolique - banques, fédérations patronales, etc. -, certaines en revanche ciblent des hommes - juges, militaires, cadres politiques, grands patrons, simples citoyens. Elles sont menées par des mouvements tant d'extrême gauche que d'extrême droite.

« *La RAF est responsable de plusieurs attentats et 34 morts lui sont imputés. Action directe a revendiqué 80 attentats qui ont fait plusieurs victimes. Cette période, souvent appelée années de plomb, porte le mieux son nom en Italie qui connaît alors des attentats quasi quotidiens : dans la décennie septante, 244 morts sont dénombrés suite à un attentat ou un assassinat*, précise Pascal Delwit. *La Brigade Rosse, notamment,*

*considère qu'il faut préparer la guerre civile de longue durée où le politique est d'emblée étroitement uni au militaire.* »

## Guerre codifiée

Dans les années 70, la violence politique est présente dans des mouvements d'extrême gauche et d'extrême droite. Elle est dirigée contre la société mais aussi contre l'autre extrême : les deux camps se donnent rendez-vous, chacun équipé de battes ou armes diverses et se bastonnent... C'est une guerre très codifiée qu'ils se livrent alors.

Ce climat de violence sera suivi d'un apaisement dans les années quarantevingt et parfois de grands accords politiques comme en Irlande du Nord, plus tard. « *Aujourd'hui, on entend dire que l'Europe est confrontée à un terrorisme comme elle n'en a jamais connu ; mais un simple regard 40 ans en arrière nous montre que c'est faux. Dans toute société, il y a toujours eu de la violence politique, parfois infime, parfois forte* », observe Pascal Delwit. Au point que certains s'interrogent sur un éventuel point commun entre ces violences qui éclatèrent dans les années 1970 et celles à l'œuvre aujourd'hui, qu'elles se revendiquent d'extrême gauche, d'extrême droite ou du djihadisme islamiste. ■

NATHALIE GOBBE (ULB)

## PARALLÈLE AVEC 2018

## De nombreuses similitudes

« *Lorsqu'on pense terrorisme aujourd'hui en Europe, on pense au djihadisme. Il ne faut toutefois pas oublier que nous sommes aussi confrontés à des violences d'extrême droite. Rappelons-nous les attentats de 2011 en Norvège et les actes très nombreux commis en Allemagne contre des centres pour réfugiés ou des mosquées, nous explique Pascal Delwit. Quoi qu'il en soit, si on s'arrête aux attentats islamistes, il y a une différence majeure : le rapport à la religion était absent des violences d'après 68, sauf en Irlande du Nord. Mais si on prend l'hypothèse, que plusieurs experts défendent, que la religion est une pièce rapportée de la question sociale et non un élément central, alors on observe beaucoup de similitudes entre les violences politiques des années 70 et celles d'aujourd'hui. Dans les deux cas, les actions s'inscrivent en résonance à des bouleversements dans les relations internationales et à des situations socio-économiques internes difficiles. Les terroristes estiment que l'État ne les intègre pas mais au contraire les abandonne. Ceux qui passent à l'acte sont jeunes - la vingtaine d'années souvent -, pris dans un processus d'auto-exacerbation et d'enfermement : ils vivent entre eux. Ils n'entendent plus de discours contradictoires. Et à chaque fois, rappelons-le, seule une infime minorité d'exacerbés bascule dans la violence politique.* »

NATHALIE GOBBE (ULB)



## reportage « Aujourd'hui, la viole

Le commandant Canard devise avec la meute sur leur nouvelle proie. Non, nous ne sommes pas dans un conte ou une fable. Mais bien dans une petite salle de réunion, à Ixelles, où une dizaine de jeunes femmes et jeunes hommes, soit le noyau de l'EZLN - pour Ensemble zoologique de libération de la nature, même si le nom est aussi une référence assumée à l'Armée zapatiste de libération nationale - élabore une prochaine action de désobéissance civile... non violente. Ce groupe d'activistes écologistes, né lors de la COP21, a en effet développé un mode d'action ludique : déguisés en animaux, ils pénètrent dans les locaux de sociétés privées, comme des multinationales produisant des pesticides, y déversent des feuilles mortes, y taguent certains slogans à la peinture à l'eau... Le tout filmé et mis en scène dans une vidéo destinée aux réseaux sociaux.

## Une question de stratégie

« *Pour le moment, on considère que nos actions ne doivent pas mener à des dégradations définitives du matériel ni à de la violence verbale ou physique, explique la commandante Pingouin. On utilise l'humour et l'ironie pour que des gens s'intéressent à nos actions.* » L'EZLN a conscience que l'opinion publique ne serait pas du tout réceptive à des actions plus violentes. Il est loin le temps des CCC, les Cellules communistes combattantes qui sévissaient dans les années 80 en Belgique et visaient des symboles du capitalisme ou de l'État. Ces dernières années, on dénombre quelques entreprises de dégradation matérielle ou de sabotage, notamment contre le projet de prison à Haren.

« *Aujourd'hui, la violence de résistance est nettement moins acceptée dans la société que dans les années 70, renchérit Matteo, membre d'« Alternatives*

libertaires », un collectif anarchiste qui favorise des actions un peu plus dures (sabotage, etc.). *Nous avons des objectifs et devons toujours réfléchir aux moyens les plus efficaces pour les atteindre.* » Pour la commandante Perroquet, du collectif EZLN, la population n'a pas conscience de la violence qui s'exerce à son encontre : coupes dans les soins de santé, flexibilisation et précarisation de l'emploi, exclusion des droits sociaux, etc. « *C'est comme une grenouille dans une casserole d'eau que l'on porte lentement à ébullition. On ne s'en rend pas compte et c'est quand on brûle qu'on réalise. Tant qu'il n'y aura pas d'électrochoc dans la population, celle-ci ne soutiendra pas des actions plus dures.* »

D'autant plus que le terrorisme islamique a, dans l'imaginaire populaire, le monopole de la lutte violente en Europe... Ce qui ne contribue pas à donner une image positive de potentielles actions plus brutales. Pour Matilde (prénom d'emprunt), investie dans les jeunes anticapitalistes, mener des actions plus radicales entraînerait aussi le risque de se marginaliser par rapport aux autres mouvements de luttes sociales : syndicats, secteur associatif, citoyens lambda. « *Il existe toujours des militants qui voudraient aller plus loin que l'action cadrée par la police. Pour nous, la question est de savoir dans quelle mesure ce type d'actions ne nous exclut pas. Or, notre but est de paraître crédible auprès des autres mouvements. Nous n'avons aucun intérêt à passer pour des illuminés qui pensent qu'ils vont changer le monde en détruisant un abribus ou en portant atteinte à des personnes. D'abord parce que ça ne sert à rien. Que l'opinion publique y est réfractaire et, surtout, parce que nous ne sommes pas du tout à la veille d'un changement radical de société.* »